

Chili: Michelle Bachelet à nouveau dans la tourmente (+ vidéo)

05-06-2008

La présidente du Chili, Michelle Bachelet, a appelé aujourd'hui au dialogue après que le pays ait été à moitié paralysé par des grèves et des protestations d'étudiants, de professeurs, de camionneurs et des entrepreneurs du transport, et après des affrontements entre carabiniers et étudiants et lycéens dans les rues de Santiago. Les mobilisations ont spécialement affecté les régions du nord et du sud du pays, où plusieurs localités et le port d'Iquique ont été bloquées par des centaines de camions. Au milieu de la crise, Bachelet a soutenu que le pays "ne peut céder sous des pressions d'aucun groupe", un sujet prioritaire pour son gouvernement, qui affronte cette année des élections municipales avec un excédent fiscal de plus de 20 milliards de dollars. "Ceci est le Chili que nous sommes en train de construire, un pays dans lequel nous croyons toujours que les intérêts collectifs doivent se placer au-dessus des intérêts d'un groupe ou individuels, un pays dans lequel l'accord et non les pressions nous permette d'avancer", a martelé la mandataire. Au moins six personnes ont été arrêtées aujourd'hui après de violents affrontements avec des carabiniers dans les environs de l'Université Technologique Métropolitaine (UTEM), tandis que des législateurs de l'opposition annonçaient qu'ils repousseront la loi Générale d'Education envoyée par le gouvernement au Parlement. La pluie qui est tombée aujourd'hui dans le centre de Santiago n'a pas empêché qu'environ 3000 personnes, lycéens, étudiants, professeurs, endettés hypothécaires et d'autres groupes descendent dans les rues pour protester contre la Loi Générale d'Education. Par ailleurs, les sénateurs Hernán Larraín et Andrés Allmand, avec les députés de Renovation Nationale (RN) Germán Becker, Osvaldo Palma et de l'Union Démocratique Indépendante (UDI), tous de l'alliance d'opposition au gouvernement, ont exigé à la présidente qu'elle s'acquitte de l'accord signé fin 2007 et ont annoncé qu'ils repousseront la loi Générale d'Education. "Le 13 novembre 2007, il y a presque 7 mois, avec la l'enseignement nous avons signé, avec tous les présidents des partis politiques, un accord destiné à améliorer l'enseignement au Chili", ont soutenu les parlementaires, justifiant leur désaccord avec le projet actuel. Dans le même temps, le président du Collège des Professeurs, Jaime Gajardo, a qualifié aujourd'hui de "tout un succès" cette journée de protestation du syndicat, qui a paralysé ses activités, selon lui, à 90 pour cent. Les étudiants, qui sont en état d'alerte depuis plusieurs semaines, critiquent, avec les professeurs, la nouvelle loi d'éducation déposée au Congrès, qui permet le lucre dans le système d'éducation, critiquée pour son inéquité. Au Chili, le coeur de la disparité sociale sont les accès inégaux à l'éducation, selon des études officielles. Huit pour cent des enfants de pauvres accèdent à une éducation supérieure contre 72 pour cent pour les enfants de riches. Les manifestations étudiantes qui, au début du gouvernement de Bachelet, ont provoqué la chute de deux ministres, ont coïncidé aujourd'hui avec la grève impulsée par les camionneurs qui protestent contre la hausse du prix des combustibles. La paralysation des activités, que quelques dirigeants désirent continuer pour une durée illimitée, a été appuyée de façon inespérée aujourd'hui par des entrepreneurs du transport public dans plusieurs régions du pays. La protestation des camionneurs, qui dans la capitale n'a pas affectée le transport collectif, a été qualifiée d'injuste par le gouvernement, qui a annoncé, ce lundi, des subventions à hauteur de un milliard de dollars pour maintenir la valeur des combustibles pendant les deux prochaines années. Devant l'urgence, le président de l'Association d'Exportateurs du Chili, Ronald Bown, a dit que l'autorité doit "assumer la responsabilité qui lui correspond dans la solution de ces conflits". De son côté, le président de la Confédération de Propriétaires de Camions (CNDC), Juan Araya, a assuré que "le gouvernement a déjà senti le coup", révélant que l'autorité a accepté de négocier leurs demandes. Le syndicat exige, y compris avec le soutien de leaders du parti de gouvernement, l'élimination des impôts spécifiques sur les combustibles. Pagina/12, 04 juin 2008. Vidéo de la manifestation du 28 mai dernier: <http://santiago.indymedia.org/news/2008/06/80474.php> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>